Infrastructures culturelles et distance géographique : interroger les effets du lieu de résidence sur les pratiques au cinéma.

Juliette Maréchal

Master Sciences sociales parcours Quantifier en sciences sociales

Mémoire de Master 1

Tuteur : Etienne Pénissat

2024/2025

Table des matières

Introduction **3**

Partie 1. Quand le territoire explique la pratique, mais pas l'attachement : les déterminants de la fréquentation du cinéma et de l'expression du manque **9**

Une infrastructure culturelle particulièrement fréquentée, mais qui reste l'apanage des classes urbaines et supérieures 9

Approcher les pratiques au cinéma par la fréquentation et l'expression du manque 11

La situation géographique explique l'intensité de la pratique & le niveau de diplôme explique l'attachement 14

Partie 2. L'articulation des sociabilités, du choix du genre de films et de la fréquence au prisme des caractéristiques socio-spatiales **19**

Un espace des pratiques structurées autour de l'intensité et des sociabilités 19

Cycle de vie et ressources sociales et culturelles 23

Conclusion **28**

Bibliographie **30**

Annexes **31**

Introduction

Dans l'enquête Mobilité des personnes de 2018-2019 réalisée par le Service des données et des études statistiques (SDES) du Ministère de la Transition écologique et solidaire, peu de questions portent sur les déplacements indépendamment du travail, des études ou des activités domestiques comme les courses. Les déplacements pour des activités de loisirs ne sont qu'identifiés, sans être caractérisés plus en détails : lorsque les enquêté.es rendent compte de leurs différents déplacements, ils peuvent renseigner comme motif général celui des « Loisirs ». Au sein des 8 motifs de loisirs proposés (Annexe 1), trois concernent des pratiques culturelles étudiées dans l'enquête Pratiques culturelles de 2018 réalisée par le Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS) du Ministère de la culture : « Aller dans un centre de loisir, parc d'attraction, foire » ; « Visiter un monument ou un site historique » ; « Voir un spectacle culturel ou sportif (cinéma, théâtre, cirque, match), assister à une conférence ». Le reste des motifs, hors loisirs, concerne les déplacements pour le travail, les études ou la garde des enfants, les achats, les soins, les démarches administratives, les vacances, l'accompagnement ou la visite de personnes. Dans l'enquête Pratiques culturelles, la distance aux différents lieux fréquentés, comme un cinéma, un monument ou un parc d'attraction, pour prendre les exemples de l'enquête Mobilité des personnes, n'est pas relevée : les enquêté.es ne sont pas interrogé.es sur cette dimension de leur pratique. Pourtant, l'implantation des infrastructures culturelles concentrée au sein des centres urbains conduit à s'interroger sur des effets de distance. En effet, ces pratiques impliquent un déplacement, que ce soit de 5 minutes à pied pour rejoindre un musée situé près de chez soi, ou 1 heure de route en voiture pour aller au cinéma le plus proche. Comment s'interroger notamment sur la fréquence de fréquentation d'infrastructures culturelles sans adopter une approche contextuelle et en considérant les conditions matérielles d'accès à ces lieux ? Il ne s'agit pas bien sûr de réduire l'analyse de ces pratiques à une seule explication par la distance, mas d'inclure ce facteur, en l'articulant au reste des variables d'analyse usuelles. En effet, la situation géographique des personnes ne peut se penser indépendamment de leur caractéristiques sociales, économiques et culturelles. Les différents territoires se qualifient différemment en termes de

répartition des groupes socioprofessionnels (la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles en 6 postes ; les groupes socioprofessionnels seront ainsi désignés par la suite par l'acronyme PCS), des niveaux de diplôme ou encore d'âge : les communes rurales concentrent un quart des ouvriers contre 1 personne sur 20 en région parisienne, et à l'inverse les cadres représentent 1 personne sur 6 des communes rurales contre 1 sur 4 en région parisienne (Annexe 2). On retrouve des proportions semblables pour les personnes détentrices d'un diplôme de Bac + 5 ou plus. L'âge est également une variable utile à mobiliser dans l'étude de pratiques culturelles, permettant de réaliser une analyse au prisme du cycle de vie : la fréquentation d'infrastructures culturelles et les pratiques associées sont différentes selon que l'on est adolescent.e, jeune parent ou personne retraitée. Ici, les communes rurales concentrent un quart des personnes âgées de 66 à 97 ans, quand 2 individus sur 5 âgées de 15 à 45 ans vivent dans des unités urbaines d'au moins 200 000 habitants. Ainsi, l'effet de distance qui fait l'objet de ce travail ne doit pas être aveugle aux capitaux culturels inégalement répartis sur le territoire français, du fait d'une répartition non homogène des diplômes, entre autres.

Il importe également de souligner le recul des infrastructures culturelles dans les milieux ruraux au cours des dernières décennies. De la même manière que des entreprises ou des établissements scolaires ou hospitaliers ferment, faute d'une attractivité ou d'une desserte suffisantes, certains établissements culturels font l'objet de fermeture. Les géographes Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal détaillent ce phénomène dans le chapitre « L'accès aux commerces et services dans les territoires de vie du quotidien » issu de l'ouvrage *Campagnes contemporaines* (Blancard, Détang-Dessendre & Renahy, 2016). La sociologue de la jeunesse Yaëlle Amsellem-Mainguy relève la manière dont le recul des infrastructures culturelles est identifié et perçu par ses enquêtées, des jeunes filles ayant grandi en milieu rural : elles comparent leur expérience de la jeunesse avec celle de leurs parents, à l'aune notamment des effets de la fermeture progressive des boîtes de nuit (Amsellem-Mainguy, 2021). Pour autant, l'étude du type de fréquentation et des publics des infrastructures culturelles en fonction du lieu de résidence, et notamment dans le cas des communes rurales, a été peu étudié. Benoît Coquard, sociologue des milieux ruraux et des classes populaires, montre que les sociabilités masculines rurales tendent à renvoyer les femmes dans la sphère domestique, ce qui conduit ces dernières à développer des activités propres au sein du foyer (Coquard, 2019). Olivier Masclet étudie la manière dont les ouvrières et les employées emploient leur temps libre : il s'agit en particulier de

semi-loisirs relatifs à la domesticité ou à la famille comme le jardinage, le bricolage ou la décoration de son intérieur (Masclet, 2018). Y. Amsellem-Mainguy, prolongeant ce constat de pratiques culturelles généralement domestiques, souligne de plus l'ambigüité résidant dans la pratique d'un loisir récréatif domestique. En effet, celui-ci peut se transformer en activité lucrative permettant un complément de revenu, comme par exemple la création de bijoux ou d'accessoires de mode : on en vient à s'interroger sur la manière de caractériser cette pratique, dès lors qu'elle entre dans le champ de l'activité rémunérée. On constate ainsi que les travaux étudiant les milieux ruraux portent la plupart du temps leur focale sur les classes populaires ; ainsi, l'angle d'approche des pratiques culturelles ne se fait pas par les infrastructures, au sein desquelles se déroulent des pratiques généralement conçues comme légitimes. En effet, aller au cinéma plutôt que de regarder des films chez soi, visiter un musée ou assister à une représentation théâtrale sont des sorties concernant majoritairement les classes supérieures (Annexe 3), notamment urbaines. Une infrastructure culturelle renvoie ici à la notion d'équipement culturel qui est employée dans le champ des politiques publiques, mais qui engendre une confusion avec les équipements culturels domestiques (poste radio, téléviseur, lecteur de CD ou de DVD, etc.). En empruntant la définition de la géographe Françoise Lucchini, on entend donc par infrastructure culturelle « un ensemble de biens de consommation et de services culturels localisables, où se mêlent les dimensions d'éducation et de loisirs » (Lucchini, 1999).

Les infrastructures culturelles telles que les musées, les cinémas, les salles de danse, de théâtre et de concert sont pour la plupart implantées au sein de grands centres urbains ou en très proche périphérie. Elles englobent des pratiques culturelles propres, et, en ce sens, on s'interroge sur la manière dont le lieu de résidence, en articulation avec les caractéristiques sociales, économiques et culturelles des individus, est lié à leur fréquentation. Si l'enquête Pratiques culturelles réalisée en 2018 ne mesure pas les distances aux différentes infrastructures, elle met à disposition la taille d'unité urbaine de résidence des enquêté.es. Une unité urbaine est définie comme « une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants » (Insee, 2021). Cette variable, construite à partir des adresses des enquêté.es, rend compte d'une échelle allant des unités urbaines de moins de 5 000 habitants à celles de 200 000 à 2 millions d'habitants. Aux deux extrémités se situent en plus les communes rurales, hors unité urbaine, et l'agglomération parisienne. Cette

typologie ne permet pas, ou peu, d'approcher la dimension d'attractivité des pôles urbains, et ainsi de distinguer par exemple les communes rurales situées à 10 ou 50 kilomètres d'une ville de moyenne taille dotée en infrastructures culturelles. Il aurait été également intéressant de mettre en perspective les pratiques de fréquentation des infrastructures culturelles selon la taille d'unité urbaine avec la répartition de ces infrastructures. Leur répartition sur le territoire est effectivement disponible au sein de la Base des lieux et équipements culturels (Basilic) (Ministère de la Culture, s. d.). Cependant, Basilic dispose de variables géographiques différentes de celle disponible dans Pratiques culturelles : il s'agit de l'aire d'attractivité des villes et de la grille communale de densité. Ces indicateurs, probablement plus pertinents pour approcher les effets de distance dans la fréquentation d'infrastructures culturelles, ne sont donc pas présents dans la base de données de l'enquête Pratiques culturelles et il n'existe pas d'outil de correspondance. Il n'est ainsi pas possible, du moins pas avec ces données, ou alors en admettant de fortes approximations, de mettre en perspective les pratiques selon le lieu de résidence et la répartition des infrastructures culturelles sur le territoire.

Malgré les défauts de la caractérisation géographique par la taille d'unité urbaine, il demeure intéressant de se pencher sur les effets de la distance sur la fréquentation d'infrastructures culturelles et sur les pratiques qui y sont associées. L'enquête Pratiques culturelles interroge notamment sur la fréquentation du musée, du cinéma, des salles de théâtre, de concert et danse, au moyen d'un ensemble de variables : la fréquence de fréquentation au cours des 12 derniers mois, les genres vus (cinématographiques, de musées, de type de danse, etc.), les personnes avec qui ces sorties ont été réalisées, ainsi que le manque s'il n'était plus possible de faire cette activité. C'est avec l'ensemble de ces éléments, qui permettent de décrire une grande variété de pratiques au sein d'un même lieu, que l'analyse va être réalisée.

Parmi les infrastructures culturelles identifiées (musée, cinéma, salles de concert, de danse, de théâtre), le cinéma se distingue par sa popularité : en effet, la quasi-totalité des individus y est allée au moins une fois dans sa vie et près de 2 personnes sur 3 au cours des 12 derniers mois (Tableau 1). En comparaison, pour chacune des autres infrastructures, moins de la moitié de la population y est allée au cours des 12 derniers mois. La diversité des effectifs pour la fréquentation de chacun de ces lieux rendrait fragile la comparaison entre les pratiques au sein des différentes infrastructures culturelles : en effet, l'ensemble des variables qualifiant les pratiques, comme le degré de fréquentation et les

personnes qui accompagnent, est disponible seulement en cas de visite au cours des 12 derniers mois. Par exemple, la réalisation d'une analyse par correspondances multiples incluant les pratiques des 5 infrastructures culturelles identifiée n'est pas pertinente, dans la mesure où les personnes étant allées au cinéma au cours des 12 derniers mois représentent deux tiers de l'effectif, quand le fait d'être allé voir un spectacle de danse concerne moins d'1 personne sur 7. Comparer à l'inverse des pratiques analogues qui se font dans et hors de la sphère domestique, comme regarder des films chez soi ou aller au cinéma, apparaît également périlleux, dans la mesure où le degré de fréquentation est très différent (Annexe 4).

Les pratiques au cinéma apparaissent ainsi comme un cas pertinent et intéressant pour approcher la question de l'effet de distance aux infrastructures culturelles : on bénéficie à la fois d'une part importante de la population (60,3 %) et d'autre part d'une grande variété de *façons* de fréquenter le cinéma. On y voit en effet une variété importante de type de public, au sens où c'est un lieu de sociabilités relativement fréquent et aux formes diverses : le cinéma est une sortie entre amis au lycée, en famille avec des enfants de différents âges, en couple, et même un classique du *date*. Cela amène ainsi une diversité de manière de *pratiquer le cinéma*, notamment en articulation avec les genres qui y sont vus.

Tableau 1. Fréquentation au cours de la vie et au cours des 12 derniers mois de 5 infrastructures culturelles en pourcentage.

	Cinéma		*Concert*		*Musée*		*Théâtre*		*Danse*	
Fréquentation	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**
Au cours de la vie	98,9	1,1	81,8	18,2	75,7	24,3	64,5	35,5	52,3	47,7
Au cours des 12 derniers mois	60,3	39,7	35,4	64,6	31,4	68,6	23,6	76,4	14,7	85,3

Lecture : En 2018, 98,9 % des individus sont allés au cinéma au moins une fois au cours de leur vie.
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

En appui sur l'exemple du cinéma, ce travail cherche à la fois à interroger s'il est pertinent de penser la question de l'accès aux infrastructures culturelles par le lieu de résidence, et donc la distance, mais aussi à décrire la manière dont cette variable socio-spatiale s'articule à l'ensemble des variables d'analyse habituelles. Cette donnée introduit-elle des spécificités qui lui sont propres, ou vient-elle, de manière secondaire, renforcer des explications déjà apportées par le diplôme ou la PCS ?

Tout d'abord, la relation entre la distance et la fréquentation du cinéma est étudiée au moyen de modèles de régression linéaire. Centrés sur la fréquence, d'une part, et l'expression du manque, d'autre part, on s'intéresse ici aux différences d'accès à cette infrastructure culturelle et à la manière dont est perçue la possibilité d'un non-accès. Ensuite, une analyse par correspondances multiples permet d'étudier les articulations entre la variable géographique et les variables socioéconomiques et culturelles dans l'espace des pratiques au cinéma.

Partie 1.

Quand le territoire explique la pratique, mais pas l'attachement : les déterminants de la fréquentation du cinéma et de l'expression du manque

Une infrastructure culturelle particulièrement fréquentée, mais qui reste l'apanage des classes urbaines et supérieures

L'intensité de la fréquentation du cinéma est disparate en fonction de l'unité urbaine : à peine plus de la moitié des personnes habitant en commune rurale y est allée au cours des 12 derniers mois, contre 3 personnes sur 4 en agglomération parisienne, ou 2 personnes sur 3 dans les unités urbaines de plus de 200 000 habitants, hors agglomération parisienne. (Tableau 2). Ensuite, parmi ceux qui y sont allés au cours des 12 derniers mois, les gros pratiquants (plus de 12 fois par an) sont environ 1 sur 10 en commune rurale, contre 1 sur 4 en agglomération parisienne. On fait le constat symétrique en ce qui concerne les peu pratiquants : près d'1 personne sur 3 commune rurale va 1 à 2 fois par an au cinéma, contre près d'1 sur 6 en agglomération parisienne. Les unités urbaines entre ces deux extrémités du zonage territorial nuancent cette forte différence, mais le fait de résider en commune rurale reste un marqueur fort : le fait d'aller au cinéma 1 à 2 fois par an concerne entre 1 sur 4 et 1 sur 5 personnes dans chacune des autres unités urbaines. Les groupes socioprofessionnels traduisent également de niveaux de fréquentation différenciés : les cadres et professions intellectuelles supérieures sont 3 sur 4 à être allés au cinéma au cours des 12 derniers mois et, parmi ceux qui y sont allés, plus de la moitié y sont plus de 5 fois. A l'inverse, les ouvriers sont un peu moins de la moitié à être allés au cours des 12 derniers mois, et parmi eux, un tiers y est allée plus de 5 fois.

Ainsi, on peut se demander si les fréquentations différenciées selon le zonage territorial est relatif à un effet de distance, ou s'il ne s'agit pas plutôt d'une répartition inégale des capitaux généralement en jeu dans la fréquentation d'infrastructures culturelles.

Tableau 2. Fréquentation du cinéma au cours des 12 derniers mois en fonction de l'unité urbaine et du groupe socioprofessionnel, en pourcentage.

Fréquentation du cinéma	*Au cours des 12 derniers mois*			*Si « Oui », fréquence en fois par an*					
	Oui	**Non**	**Total N = 9219**	**1 à 2**	**3 à 5**	**6 à 12**	**Plus de 12**	**Total N = 5624**	**p-value[1]**
Unité urbaine (habitants)									<0,001
Commune rurale	53,6	46,4	100	29,8	33,5	27,5	9,2	100	
Moins de 5 000	55,8	44,2	100	24,8	33,9	31,9	9,4	100	
5 à 10 000	57,2	42,8	100	25,0	32,0	28,6	14,3	100	
10 à 19 000	55,2	44,8	100	26,3	28,4	27,9	17,4	100	
20 à 49 999	59,8	40,2	100	25,8	32,7	27,6	13,8	100	
50 à 99 999	59,4	40,6	100	25,4	32,2	28,7	13,6	100	
100 à 199 999	58,7	41,3	100	22,2	32,9	28,5	16,4	100	
200 000 à 2 millions	65,0	35,0	100	22,1	29,9	31,7	16,3	100	
Agglomération de Paris	72,4	27,6	100	16,5	27,2	32,0	24,4	100	
Groupes socioprofessionnels									<0,001
Agriculteurs exploitants	30,2	69,8	100	36,3	43,8	20,0	0,0	100	
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	54,4	45,6	100	30,2	29,6	23,7	16,5	100	
Cadres et professions intellectuelles supérieures	76,0	24,0	100	15,8	29,7	33,6	20,9	100	
Professions intermédiaires	69,9	30,1	100	22,5	30,1	31,4	16,1	100	
Employés	56,8	43,2	100	27,4	31,6	27,8	13,3	100	
Ouvriers	42,7	57,3	100	32,2	33,5	24,6	9,7	100	
Total	60,3	39,7	100	24,0	31,0	30,0	15,3	100	

Lecture : En 2018, 9,2 % des personnes vivant en commune rurale sont allées plus de 12 fois au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.
[1] Calculé à partir d'un test de Khi-2

Approcher les pratiques au cinéma par la fréquentation et l'expression du manque

Pour cela, on se concentre d'abord sur 2 dimensions de la pratique du cinéma : le degré de fréquentation et l'expression du manque s'il n'était plus possible d'y aller. Ces deux variables permettent d'approcher 2 facettes complémentaires des pratiques associées au cinéma, au prisme d'une étude des effets de la distance : la première interroge l'intensité de la pratique générale, et la seconde l'attachement. L'une comme l'autre est relative à la question du territoire car la fréquence peut dépendre de l'accessibilité, et le manque peut être suscité par un accès plus limité. Ou peut-être, à l'inverse, l'expression du manque est le fait des grands pratiquants, qui ne se verraient pas priver d'une pratique culturelle habituelle.

La population ici étudiée est l'ensemble des individus ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois : c'est la condition requise pour pouvoir répondre aux 2 questions qui nous intéressent, sur la fréquence et l'expression du manque. On écarte de cette population les étudiants, les apprentis et les alternants, car ils n'ont pas tous de PCS attribuée. Cette population correspond à 4 763 individus de la base de Pratiques culturelles.

D'abord, une première analyse des pratiques liées au cinéma, avec une focale pour le moment centrée sur la fréquence et l'expression du manque, peut être réalisée au moyen d'une régression linéaire. La fréquence et l'expression du manque en sont donc les variables expliquées. Pour la réalisation du modèle, elles doivent être sous forme dichotomique. Pour la fréquence, après observation des effectifs au seuil de 4, 5 et 6 fois par an (Tableau 3), le choix s'est porté sur une fréquentation du cinéma d'au moins 6 fois au cours des 12 derniers mois. Il s'agit du seuil à partir duquel les grands pratiquants deviennent minoritaires, et donc se distinguent du reste de la population. Concernant l'expression du manque, la variable sous sa forme brute comporte 4 modalités : « Oui, beaucoup » ; « Oui, un peu » ; « Non, pas tellement » ; « Non, pas du tout ». Elle est ici recodée en « Oui » et « Non », la déclinaison en 4 niveaux est généralement conçue dans les enquêtes pour aider au positionnement des enquêtés.

Tableau 3. Comparaison de différents recodages des variables expliquées

Fréquentation du cinéma au cours des 12 derniers mois en %			
	Au moins 4 fois	Au moins 5 fois	Au moins 6 fois
Oui	63,5	53,1	44,3
Non	36,5	46,9	55,7
Expression du manque s'il n'était plus possible d'aller au cinéma en %			
Oui, beaucoup	22,8	62,1	
Oui, un peu	39,3		
Non, pas tellement	21,1	37,9	
Non, pas du tout	16,7		

Lecture : en 2018, parmi les individus qui sont allés au cinéma au cours des 12 derniers mois, 63,5 % y sont allés au moins 4 fois. Pour 22,8 %, cela leur manquerait beaucoup s'il n'était plus possible d'y aller.

Champ : Individus de 22 ans ou plus, hors étudiants et alternants, dont la PCS est connue, vivant en logement ordinaire, France hexagonale et Corse, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.

Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Chacun des deux modèles comportent 7 variables explicatives : la taille de l'unité urbaine dont toutes les modalités ont été conservées – puisqu'il s'agit de la variable d'intérêt –, le niveau de diplôme, les groupes professionnels en 6 positions, le sexe, l'âge en classes de 10 ans, la situation vis-à-vis du travail ainsi que les revenus du ménage. Le détail et les explications des recodages réalisées se trouvent en Annexe 5. La répartition des individus pour chaque variable, expliquée et explicative, est présentée dans le Tableau 4.

Le modèle n'acceptant pas les non-réponses (n = 32), elles ont été retirées : la population sur laquelle la régression est réalisée comporte 4 731 individus.

Tableau 4. Statistiques descriptives des variables expliquées et explicatives au sein de la population étudiée après l'application des recodages

Moins de 6 fois dans les 12 derniers mois	**Au moins 6 fois dans les 12 derniers mois**	**Total**
55,7	44,3	100

Expression du manque	**Pas d'expression du manque**	**.**
37,9	62,1	100

Commune rurale	**< 5**	**5 à 10**	**10 à 20**	**20 à 50**	**50 à 100**	**100 à 200**	**200 à 2 000**	**Agglomération parisienne**	**.**
21,6	5,3	8,0	6,9	3,9	8,4	5,9	25,1	14,9	100

Aucun diplôme	**Inférieur au bac sauf CAP et BEP**	**CAP ou BEP**	**Bac ou équivalent**	**Bac +2**	**Bac +3**	**Bac+5 et plus**	**.**
4,2	8,9	22,2	19,4	15,5	13,6	16,2	100

Agriculteurs exploitants	**Artisans, commerçants et chefs d'entreprise**	**Cadres et professions intellectuelles supérieures**	**Professions intermédiaires**	**Employés**	**Ouvriers**	**.**
1,6	5,9	23,3	29,5	25,0	14,8	100

Homme	**Femme**	**.**
43,1	56,9	100

15 à 25 ans	**26 à 35 ans**	**36 à 45 ans**	**46 à 55 ans**	**56 à 65 ans**	**66 à 75 ans**	**76 à 97 ans**	**.**
4,8	15,7	20,1	18,8	19,3	14,9	6,4	100

En emploi	**Au chômage, au foyer ou inactif**	**Retraité**	**.**
60,8	9,8	29,4	100

Moins de 1 200€	**1 200€ à 2 499€**	**2 500 à 3 999€**	**4 000€ et plus**	**Ne sait pas**	**Refus**	**.**
7,2	30,9	29,3	21,8	4,1	6,8	100

Aucun diplôme	**Inférieur au bac sauf CAP et BEP**	**CAP ou BEP**	**Bac ou équivalent**	**Bac +2**	**Bac +3**	**Bac+5 et plus**	**.**
4,2	8,8	22,2	19,0	15,7	13,8	16,4	100

Note : hors commune rurale et agglomération parisienne, les modalités sont en milliers d'habitants.

Lecture : en 2018, parmi les individus qui sont allés au cinéma au cours des 12 derniers mois, 55,7 % y sont allés moins de 6 fois.

Champ : Individus de 22 ans ou plus, hors étudiants et alternants, dont la PCS est connue, vivant en logement ordinaire, France hexagonale et Corse, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.

Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

La situation géographique explique l'intensité de la pratique & le niveau de diplôme explique l'attachement

Les deux modèles de probabilité linéaire appliqués aux variables de fréquentation et d'expression du manque révèlent d'abord une disparité dans la significativité des coefficients selon les différentes variables explicatives (Tableau 5). Les coefficients concernant la taille d'unité urbaine, de la PCS et de l'âge sur la fréquentation du cinéma sont presque tous significatifs au seuil de 10 % ; en revanche, c'est le cas seulement de l'agglomération parisienne et des cadres concernant l'expression du manque. A l'inverse, les effets du sexe, de la situation vis-à-vis du travail ainsi que du revenu du ménage sont globalement plus significatifs dans le modèle de l'expression du manque que dans celui de la fréquentation du cinéma. Enfin, le niveau de diplôme présente des associations statistiquement significatives dans les deux modèles, avec des coefficients significatifs au seuil de 1 % pour presque toutes ses modalités.

Ainsi, la variable territoriale n'est associée de manière significative qu'au degré de fréquentation. Le modèle estime que la probabilité d'aller au cinéma au moins 6 fois par an augmente de 7 points de pourcentage quand la résidence est dans une unité urbaine de moins de 5 000 habitants plutôt que dans une commune rurale. La hausse de la probabilité n'augmente pas linéairement à mesure que les unités urbaines grandissent, le coefficient oscillant entre 6 à 10 points de pourcentage entre les plus petites et celles jusqu'à 2 millions d'habitants. L'agglomération parisienne se distingue fortement avec une probabilité qui augmente de 18 points. Il s'agit en effet d'un territoire particulièrement doté en cinémas, l'Île-de-France comptant presque 15 % de l'ensemble des cinémas de France hexagonale et de Corse (Basilic). Les caractéristiques de ce territoire, particulièrement bien desservi en transports en commun, participent peut-être également à éclairer cet effet important dans l'explication de la fréquentation du cinéma. Cette spécificité de l'agglomération parisienne visible également dans le modèle expliquant le manque : l'effet d'y résider est le seul qui soit significatif parmi les modalités des unités urbaines, à hauteur de 7 points de pourcentage. On peut également supposer que, du fait de la relative facilité d'accès des cinémas en Île-de-France, ce soit une pratique inscrite dans les habitudes dont la privation génèrerait un sentiment de manque plus probable que dans le cas d'une résidence en commune rurale.

Tableau 5. Effets sur le fait d'aller au moins 6 fois par an au cinéma et sur l'expression du manque

Variables dépendantes	Au moins 6 fois par an au cinéma	Expression du manque
Taille d'unité urbaine (*Ref : Commune rurale*)		
Moins de 5 000 habitants	0,07** (0,03)	-0,01 (0,03)
5 à 9 999 habitants	0,06** (0,03)	0,03 (0,03)
10 à 19 999 habitants	0,10*** (0,03)	-0,02 (0,03)
20 à 49 999 habitants	0,06 (0,04)	-0,04 (0,04)
50 à 99 999 habitants	0,06** (0,03)	0,03 (0,03)
100 à 200 000 habitants	0,08** (0,03)	0,03 (0,03)
200 000 à 2 millions d'habitants	0,10*** (0,02)	0,01 (0,02)
Agglomération parisienne	0,18*** (0,03)	0,07*** (0,02)
Niveau de diplôme *(Ref : Aucun diplôme)*		
Diplôme inférieur au bac sauf CAP et BEP	0,08* (0,04)	0,05 (0,04)
CAP, BEP	0,13*** (0,04)	0,11*** (0,04)
Baccalauréat ou équivalent	0,20*** (0,04)	0,15*** (0,04)
Bac +2	0,18*** (0,04)	0,16*** (0,04)
Bac +3	0,27*** (0,04)	0,25*** (0,04)
Bac +5 et plus	0,22*** (0,04)	0,18*** (0,04)
Groupe socioprofessionnel (*Ref : Agriculteurs exploitants)*		
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,14** (0,06)	0,00 (0,06)
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,22*** (0,06)	0,13** (0,06)
Professions intermédiaires	0,19*** (0,06)	0,10* (0,06)
Employés	0,16*** (0,06)	0,07 (0,06)
Ouvriers	0,13** (0,06)	0,06 (0,06)
Sexe (*Ref : Homme*)		
Femme	-0,02 (0,02)	0,04** (0,02)
Âge (*Ref : 15 à 25 ans*)		
26 à 35 ans	-0,17*** (0,04)	-0,03 (0,04)
36 à 45 ans	-0,16*** (0,04)	0,01 (0,04)
46 à 55 ans	-0,14*** (0,04)	0,01 (0,04)
56 à 65 ans	-0,10*** (0,04)	0,04 (0,04)
66 à 75 ans	-0,11** (0,05)	0,06 (0,05)
76 à 97 ans	-0,10* (0,05)	0,02 (0,05)
Situations vis-à-vis du travail (*Ref : En emploi*)		
Au chômage, au foyer ou inactif	-0,03 (0,03)	-0,04 (0,03)
Retraité	0,01 (0,03)	-0,06** (0,03)

Revenu du ménage (*Ref : Moins de 1 200€*)		
1 200 à 2 499€	0,04 (0,03)	0,06* (0,03)
2 500 à 3 999€	0,02 (0,03)	0,05* (0,03)
4 000€ et plus	0,05 (0,03)	0,11*** (0,03)
Ne sait pas	0,05 (0,05)	0,01 (0,04)
Refus	-0,03 (0,04)	0,08** (0,04)

Note : les erreurs standard sont indiquées entre parenthèses. ***, ** et * indiquent une p-valeur de 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Lecture : la probabilité d'aller au cinéma au moins 6 fois par an augmente de 7 points de pourcentage quand la résidence est dans une unité urbaine de moins de 5 000 habitants plutôt que dans une commune rurale. Ce coefficient est significatif au seuil de 5 %.

Champ : Individus de 22 ans ou plus, hors étudiants et alternants, dont la PCS est connue, vivant en logement ordinaire, France hexagonale et Corse, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.

Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

La PCS est également fortement associée au degré de fréquentation, avec des coefficients significatifs au seuil de 5 %. Ainsi, la probabilité d'aller au cinéma au moins 6 fois par an augmente de 22 points de pourcentage quand une personne est dans le groupe socioprofessionnel des cadres et professions intellectuelles supérieures plutôt que celui des agriculteurs exploitants. La probabilité est ensuite plus forte pour les professions intermédiaires, pour les employés, pour les personnes du groupe des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, pour les ouvriers, que pour les agriculteurs exploitants. Ce constat est cohérent avec la répartition des capitaux culturels selon la PCS. Dans le modèle de l'expression du manque, seuls les coefficients correspondant aux cadres et aux professions intermédiaires sont statistiquement significatifs au seuil de 10 % : la probabilité de le manifester augmente pour les uns de 13 points, et pour les autres de 10 points, par rapport au fait d'être agriculteurs exploitants.

Le niveau de diplôme est fortement associé à la fois le degré de fréquentation et l'expression du manque. Le modèle montre que la probabilité d'aller au cinéma au moins 6 fois par an, par rapport au fait de n'avoir aucun diplôme, augmente le plus non pas si on détient un Bac +5 ou plus, mais si on détient un Bac +3 (respectivement une hausse de 21 et 26 points de pourcentage). La configuration est la même pour la probabilité d'exprimer du manque (respectivement 24 et 18 points de pourcentage).

La probabilité de manifester du manque baisse de 6 points de pourcentage quand on est retraité plutôt qu'en emploi ; les probabilités ne sont pas significatives concernant l'âge. Si le statut de retraité renvoie à une insertion relativement moins importante dans les cercles sociaux, l'âge éclaire plutôt une dimension biographique, notamment dans le cas de la manifestation du manque d'une pratique de moins en moins accessible, pour des raisons de mobilité ou d'autonomie, par exemple. La question sur le manque reste globalement floue, et interroge une projection fictive, mais qui peut potentiellement avoir déjà pris forme pour certains enquêtés : en effet, si quelqu'un constate *a priori* qu'il va moins au cinéma et que cela lui pèse, la question de l'enquête va venir souligner l'appréhension, déjà esquissée, de ne plus pouvoir y aller du tout.

Enfin, le revenu permet d'introduire une autre piste : la probabilité d'exprimer du manque augmente avec les revenus du ménage, et notamment de 11 points si le revenu est supérieur à 4 000 euros plutôt qu'inférieur à 1 200 euros. Ce résultat sous-tend peut-être que l'aisance financière permet d'envisager plus franchement le manque d'une activité culturelle. Il est également possible qu'il s'agisse d'un effet de famille, ou du moins de couple, qui soit masqué ici : les revenus plus élevés concentrent probablement deux revenus, ce qui informent sur la composition du ménage et les pratiques culturelles associées. En effet, les nombreuses sorties de films d'animation au cinéma rendent compte du fait que les enfants sont des spectateurs attendus au sein des salles de cinéma.

En définitive, le lieu de résidence est fortement associé au degré de fréquentation d'une infrastructure culturelle comme le cinéma, mais que ce n'est pas une variable pertinente pour expliquer l'expression du manque. En effet, la probabilité n'est significative que si le lieu de résidence est l'agglomération parisienne plutôt qu'une commune rurale. D'ailleurs, l'effet du territoire sur le degré de fréquentation ne se traduit pas par une probabilité croissante à mesure que la taille de l'unité urbaine augmente, mais peut plutôt se penser en 3 pôles : une rare fréquentation intensive en communes rurales, une situation moyenne pour l'ensemble des unités urbaines jusqu'à 2 millions d'habitants (avec une probabilité qui augmente de 6 à 10 points d'être allé au moins 6 fois au cinéma par rapport aux communes rurales), et une probabilité beaucoup plus forte en agglomération parisienne, avec une hausse de 18 points par rapport aux communes rurales. L'hypothèse selon laquelle la répartition géographique des infrastructures culturelles a un impact sur la pratique s'avère pertinente. Quant au niveau de diplôme, variable importante de l'analyse des pratiques culturelles, il

révèle ici que la probabilité de souvent fréquenter le cinéma ne croit pas de manière linéaire. En effet, être allé au cinéma au moins 6 fois dans l'année est plus probable pour les détenteurs d'un Baccalauréat que pour ceux ayant un Bac +2, et pour les détenteurs d'un Bac +3 que pour ceux ayant un Bac +5 ou plus. L'effet du diplôme ici relève peut-être plus de son contenu, qui n'est pas renseigné dans ce modèle, que de son niveau.

Il s'agit maintenant d'étudier la manière dont l'effet du territoire s'articule aux variables sociales, économiques et culturelles habituelles dans la caractérisation des pratiques culturelles, et, ici, de la pratique du cinéma.

Partie 2.

L'articulation des sociabilités, du choix du genre de films et de la fréquence au prisme des caractéristiques socio-spatiales

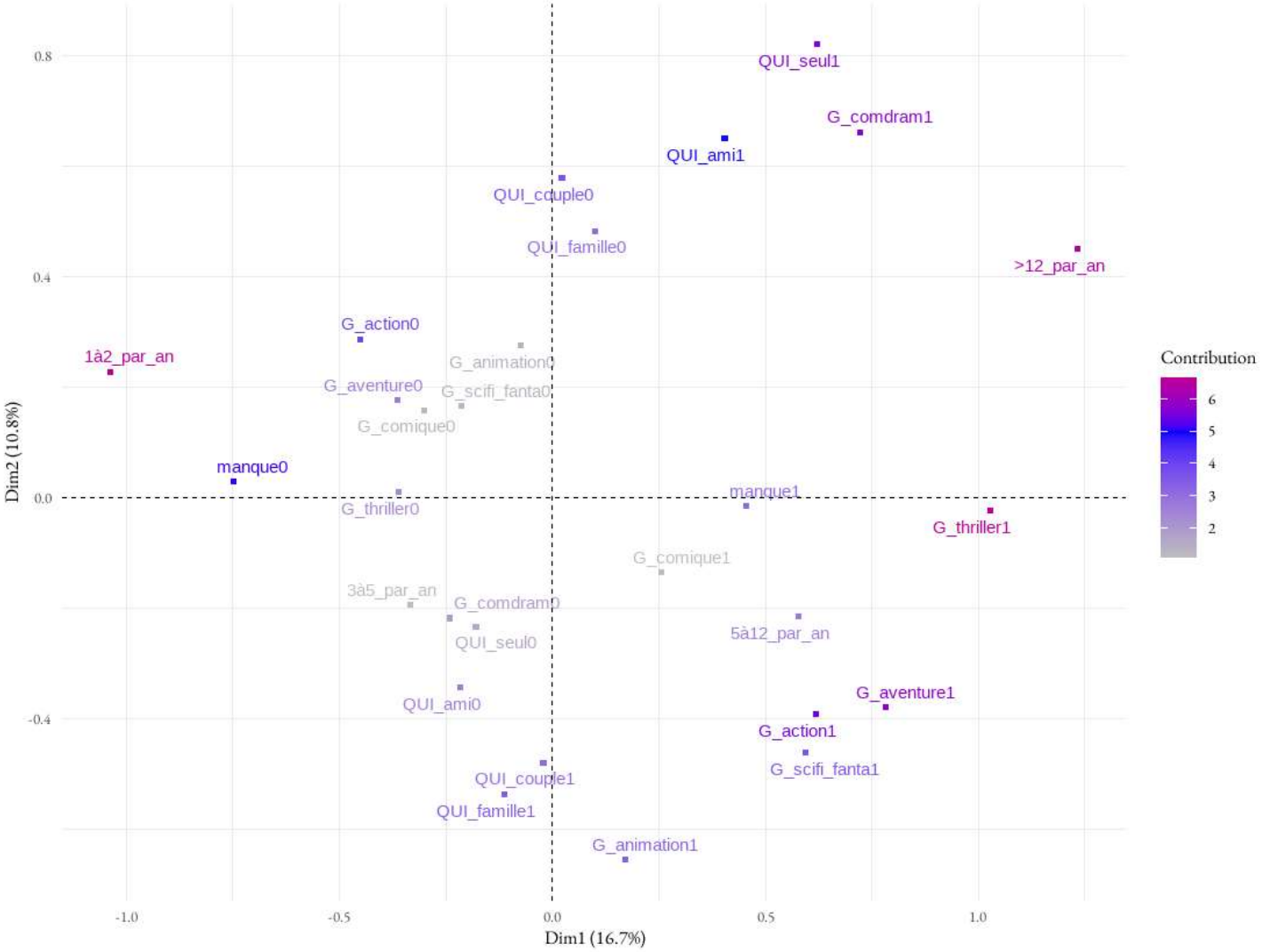
Un espace des pratiques structurées autour de l'intensité et des sociabilités

Afin de mettre en perspective les pratiques liées à la fréquentation du cinéma et leurs caractéristiques sociales, économiques, culturelles, mais également spatiales, on réalise une analyse par correspondances qui porte sur les personnes ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois. L'ensemble des données relatives aux pratiques au cinéma s'articule autour de 3 pôles : les goûts, avec les genres de films vus ; l'assiduité, avec les variables de fréquence et de manque précédemment étudiées ; les types de sociabilités, avec les personnes avec lesquelles on va au cinéma. L'approche de l'analyse géométrique est intéressante ici, car ces éléments s'informent mutuellement. En particulier les genres de films et les personnes avec lesquelles on va au cinéma se conçoivent ensemble : tout film n'est pas adapté à tout public (des enfants aux adultes), toute occasion n'implique pas les mêmes choix de films (des sorties entre ami.es au *date*).

Cela représente un total de 23 variables caractérisant cette pratique, toutes dichotomiques à l'exception de la fréquence. Parmi elles, 10 ont été écartées en raison de leur trop grande spécificité : le fait d'avoir vu un western, par exemple, concerne un trop faible effectif, ce qui déséquilibre l'analyse par correspondances multiples. Sa lecture est rendue impossible du fait de la dispersion de quelques variables rares et de la concentration de toutes les autres, plus communes, au centre du plan. Ce déséquilibre est également visible sur le graphique des individus, dont l'aspect est étiré et non pas regroupé (Annexe 6). Pour améliorer la qualité de la projection, les variables dont le rapport entre les nombres de « Oui » et de « Non » est inférieur à 0,25 ont été intégrées à l'analyse en tant que variables supplémentaires (Annexe 7) – elles ne contribuent donc pas à la construction du plan. Cela concerne le fait d'être allé au cinéma en groupe organisé et le fait d'avoir vu des films historiques, biographies ; des films d'horreur et d'épouvante ; des films d'auteur ; des documentaires ; des

westerns ; des films érotiques ; des films d'amour ou sentimentaux ; des comédies musicales ; des films politiques ou juridiques. Les 13 variables actives sont ainsi la fréquence, le manque, le fait d'être allé au cinéma en couple, en famille, avec un ou des amis, ainsi que le fait d'avoir vu des films comiques ; des films d'action ; des films policiers ou d'espionnage, thrillers ; des films d'aventure ; des comédies dramatiques : des films d'animation, dessins animés ; des films de science-fiction et fantastique.

Figure 1. Variables actives du plan des pratiques au cinéma (ACM)



Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

L'inertie expliquée par chacun des axes de l'analyse ne permet pas de déterminer immédiatement lesquels seront pertinents : en effet, à partir de l'axe 2, les différences d'explication d'inertie entre un axe et le suivant ne dépasse pas 2 points de pourcentage (Annexe 8). On choisit de ne garder que les axes 1 et 2, qui absorbent respectivement 16,7 et 10,8 % de l'inertie totale, donc

27,5 % à eux deux. En effet, la visualisation du plan des axes 1 et 3 ne permet pas de dégager une lecture intéressante (Annexe 9).

Le premier axe de l'espace des pratiques au cinéma, ici avec la projection des variables actives (Figure 1), apparaît clairement structuré par l'intensité de la fréquentation et la diversité des genres regardés. Ce sont les modalités « 1 à 2 fois par an » et « Plus de 12 fois par an », à part et à d'autre du plan, qui y contribuent le plus, respectivement à 10,5 % et 9,3 % (Tableau 4). Les modalités relatives au manque vont également dans ce sens : le fait de manifester un sentiment de manque contribue à 5,2 % et l'inverse à 8,5 %. Avec une moindre contribution, les genres cinématographiques se retrouvent également sur cet axe, et complètent cette analyse : le fait d'avoir vu un genre en particulier est associé à une importante fréquentation ; le fait ne pas avoir vu un genre en particulier est associé à une faible fréquentation. On peut cependant relever que les genres les plus polarisés – entre *avoir vu* et *n'avoir pas vu* – sont les films d'action, les thrillers, les comédies dramatiques, les films d'aventure et les films de science-fiction ou fantastique. Il s'agit de genres de films assez *mainstream*, adaptés à des publics divers, et beaucoup d'entre eux sont produits par des studios très connus, parfois au sein de franchise, ce qui participe à fidéliser le public. En effet, la sortie de la suite d'un film que l'on a vu auparavant, ou le développement d'un univers globalement connu, comme celui des héros Marvel ou DC Comics, suscite l'engouement. En plus de leur popularité, il s'agit également des types de films les plus souvent produits et dont la classification dans un genre peut être assez peu spécifique, comme les comédies dramatiques. En effet, cette dénomination caractérise un éventail beaucoup plus large de films, finalement d'une grande diversité, quand la catégorie du western implique de s'inscrire dans un certain mode de réalisation, et de respecter des critères précis.

Le second axe, qui explique 10,8 % de l'inertie totale du nuage, est structuré autour du type de sociabilités, en articulation avec les genres relatifs à ces dernières. En haut, aller au cinéma seul ou avec des amis participe respectivement à hauteur de 9,2 % et 9,0 %. En bas, aller au cinéma avec des membres de la famille ou en couple contribuent respectivement à 8,4 % et à 7,8 % à l'axe. Au même endroit se situe le fait d'aller voir des films d'animation ou des dessins animés : ce sont généralement les parents qui vont emmener leurs enfants pour voir ce genre de films au cinéma. Ainsi, les personnes avec qui l'on va au cinéma et le type de film que l'on va regarder sont des variables qui s'informent mutuellement.

Tableau 4. Tableau de la contribution et des coordonnées des variables actives sur les axes

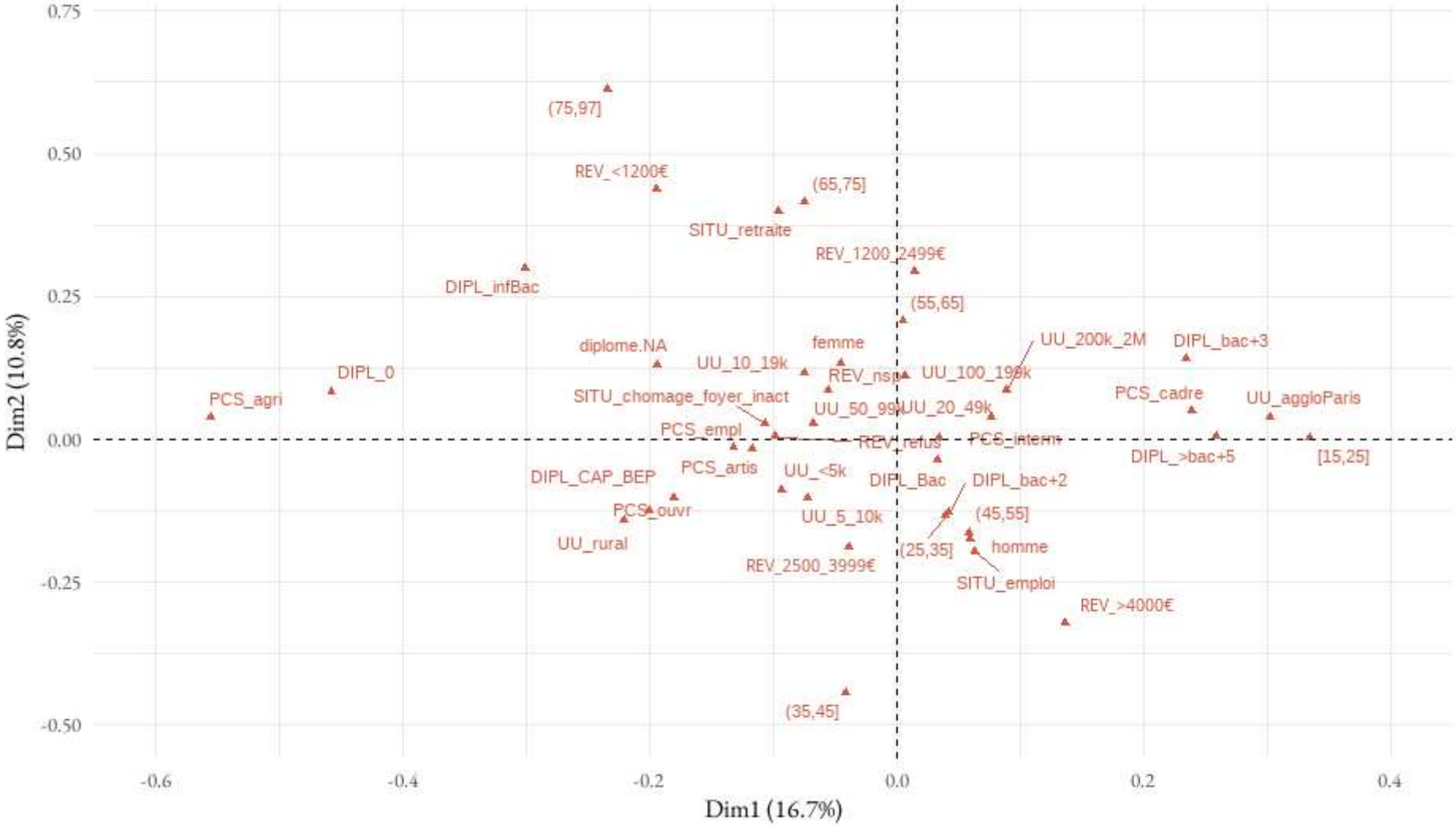
		Axe 1		Axe 2	
Variable	**Modalité**	**Contrib.**	**Coord.**	**Contrib.**	**Coord.**
« Parmi cette liste, quels genres de films êtes-vous allé voir au cinéma au cours des 12 derniers mois ? »					
Films comique	Oui	1,4	0,3	0,6	-0,1
	Non	1,7	-0,3	0,7	0,2
Films d'action	Oui	**6,5**	0,6	**4,0**	-0,4
	Non	**4,7**	-0,5	2,9	0,3
Films policiers ou d'espionnage, thrillers	Oui	**11,0**	1,0	0,0	0,0
	Non	**3,8**	-0,4	0,0	0,0
Films d'aventure	Oui	**7,8**	0,8	2,8	-0,4
	Non	**3,6**	-0,4	1,3	0,2
Comédies dramatiques	Oui	**5,2**	0,7	**6,7**	0,7
	Non	1,7	-0,2	2,2	-0,2
Films d'animation, dessins animés	Oui	0,4	0,2	**7,8**	-0,7
	Non	0,2	-0,1	3,3	0,3
Films de science-fiction et fantastique	Oui	**3,7**	0,6	3,5	-0,5
	Non	1,3	-0,2	1,2	0,2
« En général quand vous allez au cinéma, vous le faites… »					
Seul(e)	Oui	3,5	0,6	**9,2**	0,8
	Non	1,0	-0,2	2,6	-0,2
En couple	Oui	0,0	0,0	**7,8**	-0,5
	Non	0,0	0,0	**9,3**	0,6
Avec des membres de la famille	Oui	0,2	-0,1	**8,4**	-0,5
	Non	0,2	0,1	**7,5**	0,5
Avec un ou des amis	Oui	2,3	0,4	**9,0**	0,7
	Non	1,2	-0,2	**4,8**	-0,4
« Si vous ne pouviez plus aller au cinéma, pensez-vous que cela vous manquerait ? »					
	Oui	**5,2**	0,5	0,0	0,0
	Non	**8,5**	-0,8	0,0	0,0
« Combien de fois dans l'année êtes-vous allé au cinéma ? »					
	1 à 2 fois	**10,5**	-1,0	0,8	0,2
	3 à 5 fois	1,4	-0,3	0,7	-0,2
	6 à 12 fois	**3,9**	0,6	0,8	-0,2
	Plus de 12 fois	**9,3**	1,2	1,9	0,5

Note : Les contributions supérieures à la moyenne sont mises en exergue.
Lecture : Le fait d'avoir vu un film comique contribue à 1,56 % à l'axe 1.
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Cycle de vie et ressources sociales et culturelles

La projection de l'ensemble des variables supplémentaires confirme l'excentricité de certains goûts de films au cinéma (reclassées en supplémentaires plutôt qu'en actives) (Annexe 9). D'une part, elle confirme l'interprétation par l'intensité du premier axe, dont une des extrémités concentrent les pratiques les plus distinctives, comme aller très fréquemment au cinéma, ou y voir des westerns, par exemple. D'autre part, leur dispersion très à gauche sur le plan rend la lecture du positionnement des autres variables supplémentaires complexe ; la projection de la Figure 2 exclut donc les variables déclassées. On peut y lire la taille d'unité urbaine, le diplôme, les groupes socioprofessionnels, l'âge, le sexe et le revenu, sur une surface beaucoup plus réduite (étendue d'environ 0,3 de part et d'autre de chacun des deux axes), par rapport à la projection des variables actives (étendue d'un peu moins de 1). Ainsi, les rapports entre les unes et les autres n'apparaissent pas de manière évidente. On peut tout de même relever quelques éléments : d'abord, certaines modalités d'âge se placent sur l'axe des sociabilités. Les personnes âgées de 36 à 45 ans adoptent les pratiques des jeunes parents : ils vont au cinéma en couple, ou bien en famille, pour y voir des films d'animation. Les personnes âgées de plus de 66 ans, à l'inverse, ne vont pas au cinéma en famille ni en couple, et celles âgées de plus de 75 ans en font une sortie, d'abord plutôt solitaire, mais aussi relativement rare. Cette diagonale de l'âge est doublée à la fois par les revenus et la situation vis-à-vis de l'emploi : en bas à droite, se trouve les personnes en emploi et disposant les revenus les plus élevés ; en haut à gauche, les personnes retraitées et celles ayant les revenus les plus bas. La diagonale descendante du plan des pratiques au cinéma est ainsi structurée par le cycle de vie des individus : les plutôt peu pratiquants, et qui pratiquent seuls, sont plus âgés, à la retraite et disposent de revenus plus modestes. Un peu plus familier du cinéma, les personnes en milieu de vie, en emploi et plus à l'aise financièrement, vont au cinéma en famille ou en couple. Les modalités intermédiaires d'âge, de situation vis-à-vis du travail et de revenu se trouvent en

Figure 2. Variables supplémentaires, exclusivement sociodémographiques, sur le plan des pratiques au cinéma (ACM)

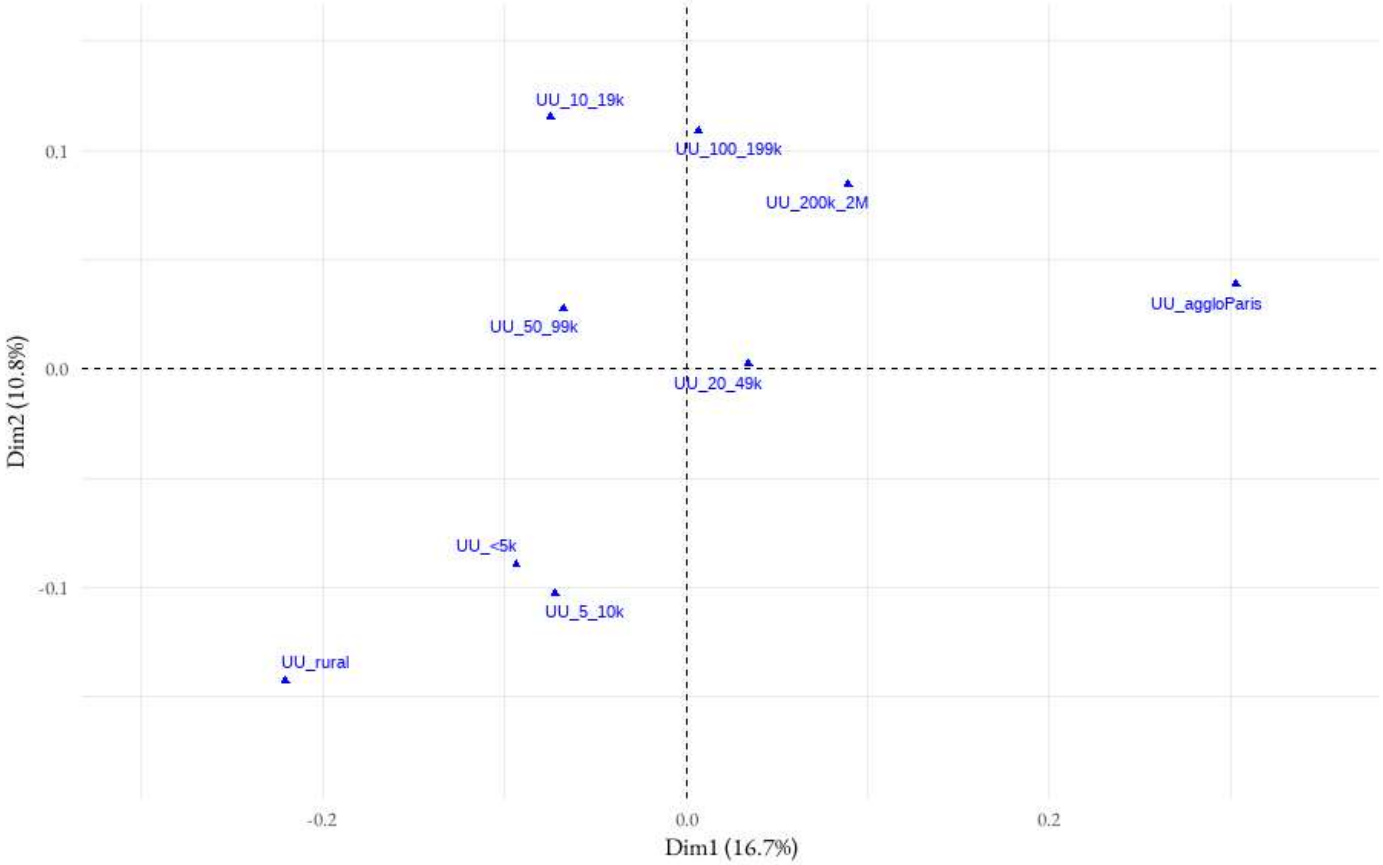


Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

effet dans l'ensemble près du centre du plan. On peut relever la spécificité de la classe d'âge des 15 à 25 ans, qui s'inscrit pleinement et uniquement dans le premier axe de l'intense fréquentation.

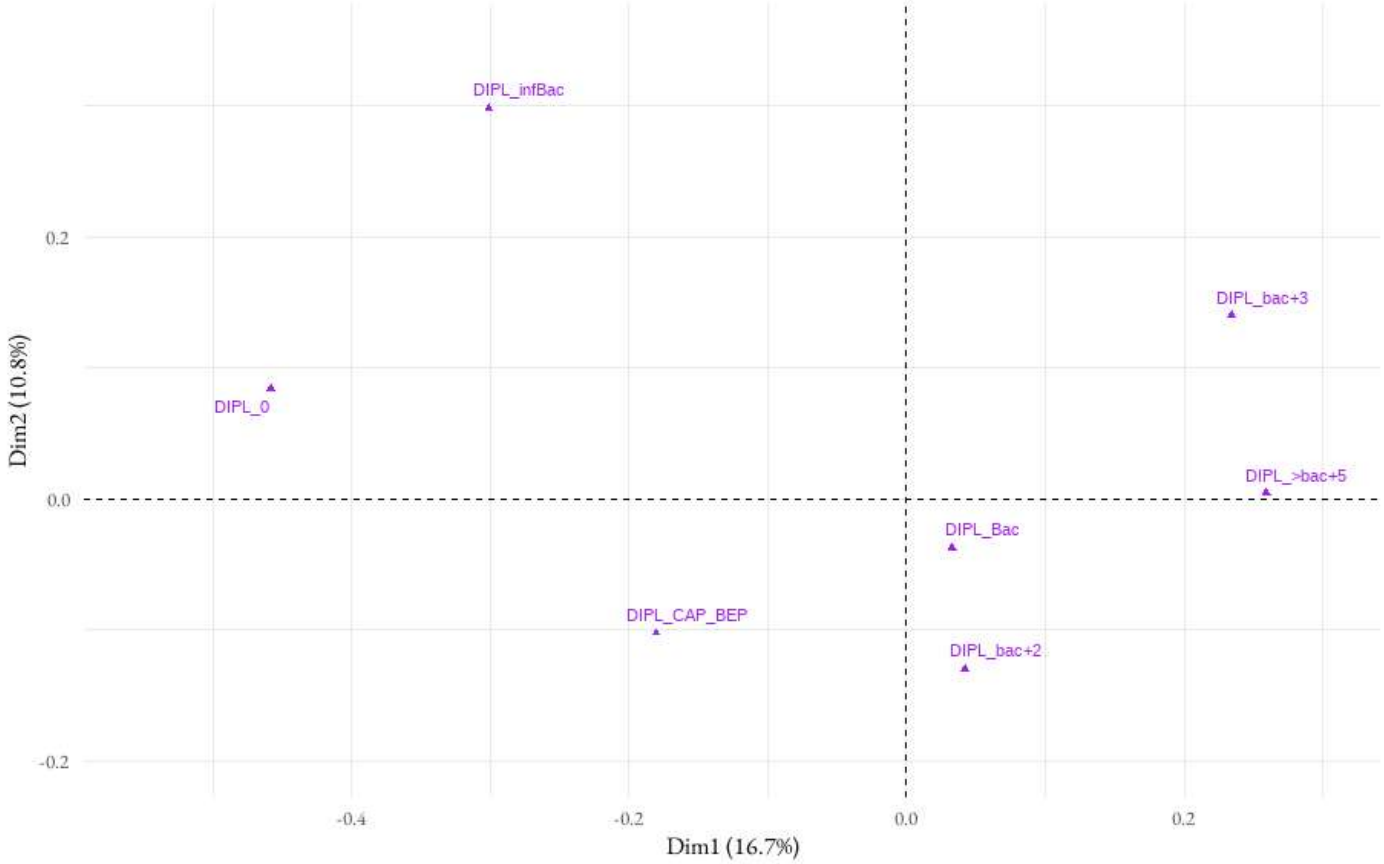
Qu'en est-il du lieu de résidence et du niveau de diplôme ? Ces deux variables, l'une faisant l'objet de ce travail et l'autre étant structurante dans l'analyse des pratiques culturelles, ne semblent pas se démarquer très nettement. Pour mieux appréhender leur projection, ainsi que celle des groupes socioprofessionnels, les Figures 3, 4 et 5 isolent chacune d'entre elles. Les personnes résidant en commune rurale, ainsi que les unités urbaines de moins de 10 000 habitants, en étant situées en bas à gauche, s'inscrivent dans une pratique de faible intensité, plutôt familiale, quand l'agglomération parisienne est un lieu de pratique intensive et assez peu familiale – bien qu'elle soit moins caractérisée du point de vue des sociabilités. On retrouve cette diagonale ascendante avec les groupes professionnels : les cadres, dans le quart supérieur droit, s'opposent aux ouvriers du quart inférieur gauche. Sur le plan de l'intensité seulement, les cadres se placent à l'opposé des agriculteurs exploitants, plus rarement spectateurs.

Figure 3. Taille des unités urbaines sur le plan des pratiques au cinéma (ACM)



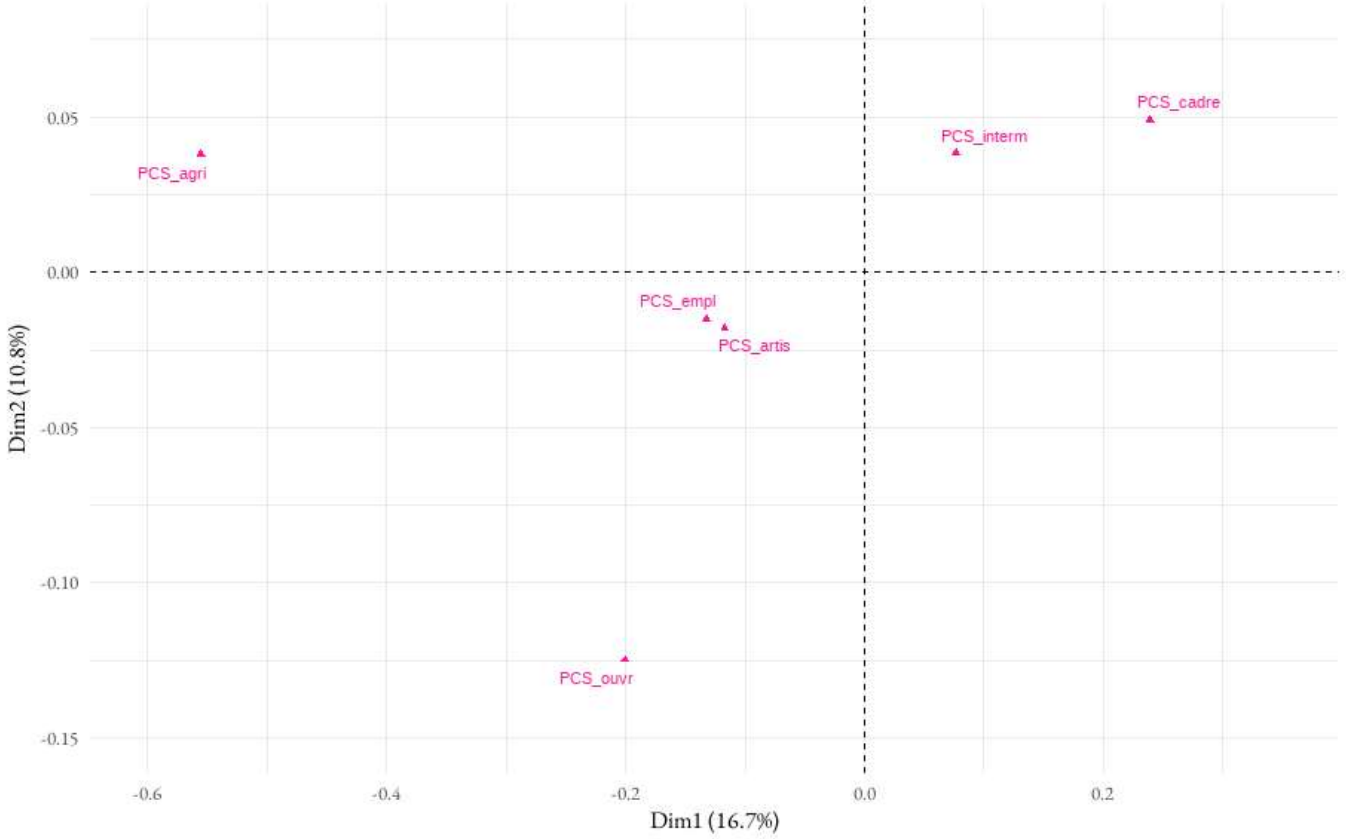
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Figure 4. Diplôme sur le plan des pratiques au cinéma (ACM)



Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Figure 5. PCS sur le plan des pratiques au cinéma (ACM)



Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

La répartition des modalités du niveau de diplôme conforte ces analyses. Le fait de détenir un diplôme inférieur au Bac, sauf BEP ou CAP, se situe au même endroit que les personnes âgées et à la retraite, mais signifie en réalité la même chose : ce type de diplôme concerne en majorité des personnes nées avant les années 60, c'est-à-dire avant l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans et les différentes réformes soutenant le projet de démocratisation scolaire (Merle, 2002). Les diplômés du supérieur, notamment à partir du Bac +3, se situent dans la même zone que la résidence en agglomération parisienne et que les groupes professionnels des cadres et des professions intermédiaires. Les détenteurs d'un BEP ou d'un CEP sont proches sur le plan des ouvriers et du fait d'habiter en commune rurale. Or, on l'a vu, les grandes agglomérations concentrent plus de cadres, les communes rurales concentrent plus d'ouvriers. L'espace des pratiques au cinéma ne bouleverse donc pas la structure classique de l'espace de positions sociales, et la variable du lieu de résidence s'incorpore à cette structure de manière cohérente.

La fréquentation active et généralement solitaire ou entre amis du cinéma est donc une pratique de cadres et de résidents en agglomération parisienne ; il s'agit d'une sortie plus rare et souvent familiale dans les communes rurales et les unités urbaines de petite taille, mais surtout pour les agriculteurs exploitants. Cette représentation rend notamment compte de la concentration à la fois de cadres et de cinémas en région parisienne, ainsi que des familles dans les unités urbaines de plus petites tailles. Au-delà de ça, on retrouve ici l'articulation de la structure sociale avec la hiérarchie culturelle telle que Pierre Bourdieu l'explique en démontrant une homologie des espaces des positions sociales et de styles de vie dans *La Distinction* (Bourdieu, 1979). Les publics les plus assidus et affichant des goûts éclectiques sont souvent issus des classes supérieures, disposant d'un capital culturel élevé et résidant généralement au sein des grands centres urbains. A l'inverse, la fréquentation occasionnelle du cinéma en famille pour y voir des genres de films plus restreints et notamment destinés aux enfants, relève de classes populaires de milieu rural et périurbain. La pratique devient une sortie de divertissement quand elle peut être pensée plus activement comme participant de la constitution d'un patrimoine culturel par les classes supérieures. L'espace des pratiques de fréquentation du cinéma est ainsi structuré à la fois par des logiques d'âge, renvoyant ici à différents moments du cycle de vie, mais également par des déterminants socio-spatiaux, comme la taille de l'unité urbaine et le niveau de diplôme.

Conclusion

L'analyse menée à partir des données de l'enquête Pratiques culturelles de 2018, centrée sur la fréquentation du cinéma, a permis de mettre en lumière l'intérêt d'intégrer la dimension géographique dans l'étude des pratiques culturelles, en mobilisant ici la taille de l'unité urbaine. Si cette variable ne permet pas une mesure fine de la distance physique aux infrastructures, elle renseigne néanmoins sur des configurations territoriales différenciées en termes d'offre culturelle et de structure sociale.

Le cas du cinéma, en raison de sa fréquentation relativement élevée et de la diversité de ses publics, constitue une focale intéressante, ainsi que pertinente sur le plan du traitement statistique. A travers cet exemple, on constate que le lieu de résidence a un effet sur les pratiques, en articulation avec d'autres variables socioéconomiques et culturelles, comme le diplôme ou le groupe socioprofessionnel. Les personnes résidant en agglomération parisienne, qui concentrent une part importante des cadres et de diplômés du supérieur, ont une plus grande probabilité que les autres de fréquenter régulièrement le cinéma. Quant à celles qui habitent en commune rurale, où les ouvriers sont en proportion plus nombreux qu'ailleurs, elles ont une plus faible probabilité que les autres de faire de même. Ainsi, l'approche par la proximité relative aux équipements culturels permet de compléter l'analyse habituellement basée sur ces caractéristiques sociales classiques.

En revanche, l'indicateur de la taille d'unité urbaine est une variable à l'intérêt limité ici, dans la mesure où il ne rend pas compte du contexte plus global, et en particulier les éventuelles interactions avec des pôles urbains plus ou moins proches, dans le cas des communes rurales. Descriptive, la taille d'unité urbaine permet de mettre en perspective d'autres variables sociales, mais la variable d'aire d'attractivité des villes, disponible par exemple dans la base Basilic, pourrait prolonger et préciser l'étude de la distance aux infrastructures culturelles, et plus largement d'appréhender les dynamiques d'interdépendance entre les zones rurales et les pôles urbains, ou les mobilités interterritoriales, au-delà des seuls déplacements professionnels. Ce travail pourrait être nuancé par l'introduction des

types de diplôme, plutôt que du seul niveau de diplôme, afin de mieux identifier la manière dont se joue la mobilisation de ressource culturelle dans les pratiques au cinéma. Egalement, un prolongement intéressant résiderait dans une étude plus précise de ces déplacements culturels, appréhendée dans un enchâssement de déplacements quotidiens, et en relation avec les modes de mobilité dont les individus disposent. En effet, la question de l'accès aux infrastructures culturelles pose la problématique des inégalités de disponibilités temporelles, d'autonomie et de possibilités de traverser les espaces.

Bibliographie

Amsellem-Mainguy, Y. (2021). *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*. Presses de Sciences Po.

Barczak, A. et Hilal, M. (2016). L'accès aux commerces et services dans les territoires de vie du quotidien. Dans Blancard, S., Détang-Dessendre, C. et Renahy, N. (dir.), *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*. (p. 97 -116). Éditions Quæ.

Bourdieu, P. (1979). *La Distinction*. Editions de Minuit.

Coquard, B. (2022). *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. La Découverte.

Insee (2021). *Unités urbaines – La France et ses territoires*. Insee. Consulté le 3 mai 2025 sur https://www.insee.fr/fr/statistiques/5039853?sommaire=5040030

Masclet, O. (2018). « C'est mon moment. » Le temps pour soi des ouvrières et des employées. *Travail, genre et sociétés*, n° 39(1), 101-119.

Merle, P. (2002). *La démocratisation de l'enseignement*. La Découverte.

Ministère de la Culture (s. d.) *Base des lieux et équipements culturels (Basilic)*. Data.culture.gouv.fr. Consulté le 14 avril 2025 sur https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/base-des-lieux-et-des-equipements-culturels/

Lucchini, F. (1999). Les équipements culturels au service de la population des villes. *Cybergeo: European Journal of Geography*.

Annexes

Annexe 1. Motifs des déplacements de la catégorie « Loisirs » dans l'enquête Mobilités des personnes de 2018-2019

1. Activité associative, cérémonie religieuse, réunion
2. Aller dans un centre de loisir, parc d'attraction, foire
3. Manger ou boire à l'extérieur du domicile
4. Visiter un monument ou un site historique
5. Voir un spectacle culturel ou sportif (cinéma, théâtre, cirque, match), assister à une conférence
6. Faire du sport
7. Se promener sans destination précise
8. Se rendre sur un lieu de promenade

Annexe 2. Répartition dans les unités urbaines en fonction du groupe socioprofessionnel, du diplôme et de l'âge, en pourcentage

Unité urbaine (habitants)	**Commune rurale**	**– de 5 000**	**5 à 10 000**	**10 à 19 000**	**20 à 49 999**	**50 à 99 999**	**100 à 199 999**	**200 000 à 2 mill.**	**Agglo Paris**	**Total N=8656**	**p-value[1]**
Groupes socioprofessionnels											<0,001
Agriculteurs exploitants	62,7	3,1	12,9	9,0	2,0	2,0	1,6	6,7	0,0	100	
Artisans, comm. et chefs d'entreprise	32,7	7,3	8,8	7,9	3,2	6,4	6,8	16,9	10,0	100	
Cadres et professions intellectuelles sup.	15,5	4,7	5,9	5,8	3,1	8,1	5,9	27,0	23,9	100	
Prof. intermédiaires	22,4	5,2	8,1	6,9	4,2	8,1	6,5	25,2	13,4	100	
Employés	21,5	5,6	8,2	8,1	3,7	8,9	6,5	25,7	11,7	100	
Ouvriers	27,5	7,5	9,4	8,3	5,1	9,4	6,5	20,9	5,3	100	
Diplôme										**N=9187**	<0,001
Aucun diplôme	22,1	6,4	10,2	7,1	4,0	8,8	7,7	24,7	9,0	100	
Inférieur au bac sauf CAP et BEP	26,3	6,2	10,0	9,0	4,6	9,3	6,3	20,1	8,3	100	
CAP et BEP	28,2	6,6	9,3	8,3	4,2	8,7	5,9	21,5	7,3	100	
Baccalauréat	22,1	6,0	7,3	7,3	3,9	8,6	6,2	26,3	12,3	100	
Bac + 2	23,5	5,6	8,6	6,5	4,3	7,0	6,6	25,3	12,6	100	
Bac + 3	21,2	3,8	6,1	5,8	3,3	6,5	6,8	27,9	18,6	100	
Bac + 5 et plus	14,2	3,6	5,0	5,8	2,1	7,8	6,0	27,2	28,2	100	
Âge										**N=9234**	<0,001
15 à 25 ans	17,9	6,6	7,3	6,1	3,0	8,0	8,2	29,3	13,6	100	
26 à 35 ans	20,5	4,9	6,7	6,4	3,1	7,9	7,0	25,4	18,0	100	
36 à 45 ans	25,2	5,1	7,3	6,2	3,3	7,7	5,1	25,0	15,0	100	
46 à 55 ans	24,1	6,2	7,9	7,7	3,8	9,1	5,3	22,3	13,4	100	
56 à 65 ans	25,1	5,1	8,8	7,0	4,7	8,4	5,7	22,3	13,1	100	
66 à 75 ans	24,8	6,1	9,9	8,4	4,7	8,2	6,5	23,7	7,7	100	
76 à 97 ans	23,2	6,0	9,3	9,4	4,0	8,9	7,6	23,5	8,1	100	

Lecture : En 2018, 62,7 % des agriculteurs exploitant vivent en commune rurale.

Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, et, respectivement, individus dont on connaît le groupe socioprofessionnel, le niveau de diplôme et l'âge.

Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

[1] Calculé à partir d'un test de Khi-2

Annexe 3. Fréquentation au cours des 12 derniers mois de 5 infrastructures culturelles en fonction du groupe socioprofessionnel, en pourcentage.

	Fréquentation au cours des 12 derniers mois									
	Cinéma		*Concert*		*Musée*		*Théâtre*		*Danse*	
Groupes socioprofessionnels	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**	**Oui**	**Non**
Agriculteurs exploitants	30,2	69,8	18,8	81,2	16,4	83,6	17,9	82,1	6,0	94,0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	54,4	45,6	32,0	68,0	27,6	72,4	21,7	78,3	14,3	85,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	76,0	24,0	56,2	43,8	59,8	40,2	41,5	58,5	20,6	79,4
Professions intermédiaires	69,9	30,1	43,6	56,4	40,4	59,6	29,3	70,7	18,2	81,8
Employés	56,8	43,2	29,5	70,5	21,4	78,6	16,4	83,6	13,0	87,0
Ouvriers	42,7	57,3	20,4	79,6	12.0	88,0	10,3	89,7	7,7	92,3

Lecture : En 2018, 30,2 % des agriculteurs exploitants sont allés au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Annexe 4. Fréquence de fréquentation du cinéma et de visionnage de films au cours des 12 derniers mois en pourcentage

Fréquence	**Aller au cinéma**	**Regarder un film chez soi**
Au moins une fois par semaine	1,4	75,1
Au moins une fois par mois	14,1	15,8
Plus rarement	84,6	9,0

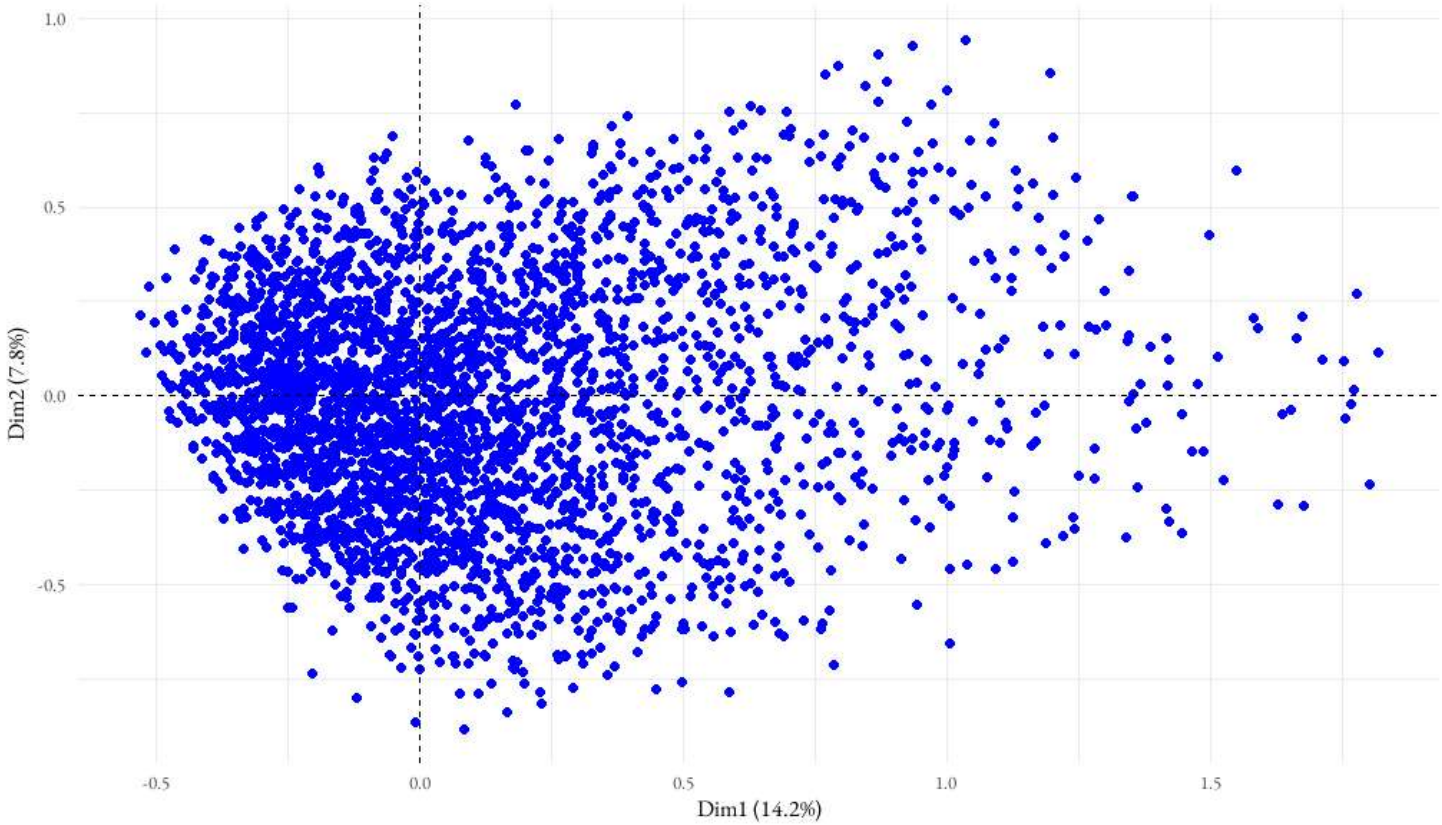
Lecture : En 2018, 1,4 % des individus sont allés au cinéma au moins une fois par semaine.
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale et ayant déclaré être allés au cinéma dans les 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018.

Annexe 5. Recodage des variables explicatives (régression) et supplémentaires (analyse des correspondances multiples)

Variable	Modalités d'origine	Recodage	Explication du recodage
Taille d'unité urbaine	Commune rurale	Commune rurale	Variable d'intérêt donc conservation de l'ensemble des modalités
	Moins de 5 000 habitants	Moins de 5 000 habitants	
	De 5 à 9 999	De 5 à 9 999	
	De 10 à 19 999	De 10 à 19 999	
	De 20 à 49 999	De 20 à 49 999	
	De 50 à 99 999	De 50 à 99 999	
	De 100 à 199 999	De 100 à 199 999	
	De 200 à 2 000	De 200 à 2 000	
	Agglomération parisienne	Agglomération parisienne	
Diplôme	Jamais été à l'école ou quittée avant la fin du primaire	Aucun diplôme	Le principe de recodage réside dans l'échelonnage des diplômes, autour de la valeur de référence du Bac. Les personnes n'ayant pas de diplôme ont été regroupées, de même que celles détenant un diplôme inférieur au Bac non professionnalisant. Les CAP et BEP sont donc à part. Les diplômés du niveau Bac sont regroupées. La spécificité du doctorat de recherche n'est pas utile ici, la modalité est regroupée avec les Bac + 5.
	Aucun diplôme et scolarité interrompue avant la fin du collège		
	Aucun diplôme et scolarité jusqu'à la fin du collège et au-delà		
	CEP	Inférieur au bac sauf CAP et BEP	
	BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges		
	CAP, BEP ou diplôme équivalent	CAP, BEP et équivalent	
	Baccalauréat GT, brevet supérieur	Baccalauréat et équivalent	
	Capacité en droit, DAEU, ESEU		
	Baccalauréat professionnel, BP, BT, BE, diplôme équivalent		
	BTS, DUT, DEUST, diplôme de la santé ou social de niveau Bac+2 ou diplôme équivalent	Bac + 2	
	Licence, licence pro, maîtrise ou autre diplôme de niveau Bac+3 ou 4 ou diplôme équivalent	Bac + 3	
	Master, DEA, DESS, diplôme grande école de niveau Bac+5, doctorat de santé	Bac + 5 et plus	
	Doctorat de recherche (hors santé)		
PCS	PCS à deux chiffres	Agriculteurs exploitants	Forme agrégée de la nomenclature en 6 positions
		Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	
		Cadres et professions intellectuelles supérieures	
		Professions intermédiaires	
		Employés	

		Ouvriers	
Sexe	Homme	Homme	Pas de recodage
	Femme	Femme	
Âge	Variable numérique	15 à 25 ans	Choix de coupe au milieu de chaque décennie. La dernière classe regroupe 22 ans et non pas 10 en raison des effectifs faibles. Distincte des 66 à 75, elle permet tout de même d'identifier deux moments différents de la période de la retraite.
		26 à 35 ans	
		36 à 45 ans	
		46 à 55 ans	
		56 à 65 ans	
		66 à 75 ans	
		76 à 97 ans	
Situation vis-à-vis du travail	Occupe un emploi	Occupe un emploi	Les étudiants, apprentis et alternants sont écartés de la population étudiée, n'ayant pas de PCS attribuée. Les personnes au chômage, au foyer ou en situation d'inactivité ont été regroupées pour qualifier un ensemble de situations de non emploi, ce qui joue un rôle important dans l'organisation de la vie quotidienne.
	Apprenti sous contrat ou stagiaire rémunéré	Ecarté de la population étudiée	
	Etudiant, élève, en formation ou stagiaire non rémunéré		
	Retraité ou retiré des affaires ou en préretraite	A la retraite	
	Chômeur (inscrit ou non à Pôle Emploi)	Situation d'inactivité	
	Femme ou homme au foyer		
	Inactif ou inactive pour cause d'invalidité		
	Autre situation d'inactivité		
Revenu	Moins de 800 euros	Moins de 1199 euros	La première modalité correspond approximativement au SMIC net en 2018, la seconde au salaire médian. Il n'a pas paru utile de distinguer « 4 000 à 5 999 euros » et « 6 000 euros et plus » dans une analyse de la fréquentation du cinéma, le capital économique étant relativement mineur dans l'analyse des pratiques culturelles. Les modalités « Ne sait pas » et « Refus » ont été conservées, du fait de leur poids (plus d'une personne sur 10) lié au caractère sensible du fait d'indiquer son revenu.
	De 800 à 999 euros		
	De 1000 à 1199 euros		
	De 1200 à 1499 euros	De 1200 à 2499 euros	
	De 1500 à 1999 euros		
	De 2000 à 2499 euros		
	De 2500 à 2999 euros	De 2500 à 3999 euros	
	De 3000 à 3999 euros		
	De 4000 à 5999 euros	4000 euros ou plus	
	6000 euros ou plus		
	Ne sait pas	Ne sait pas	
	Refus	Refus	

Annexe 6. Nuage des individus avant nettoyage des variables actives (ACM)



Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Annexe 7. Rapport entre les modalités des variables dichotomiques

Ratio Oui/Non	Variables dichotomiques
0,01	En groupe organisé
0,02	Films érotiques
0,04	Westerns
0,06	Films d'horreur ou d'épouvante
0,08	Films politiques ou juridiques
0,09	Comédies musicales
0,11	Documentaires
0,18	Films d'amour ou sentimentaux
0,20	Films historiques ou biographies
0,21	Films d'auteur
0,29	Seul(e)
0,33	Comédies dramatiques
0,35	Films policiers ou d'espionnage, thrillers
0,36	Films de science-fiction ou fantastiques
0,42	Films d'animation ou dessins animés
0,46	Films d'aventure
0,53	Avec un ou des amis
0,73	Films d'action
0,90	En famille
1,16	Comédies
1,20	En couple

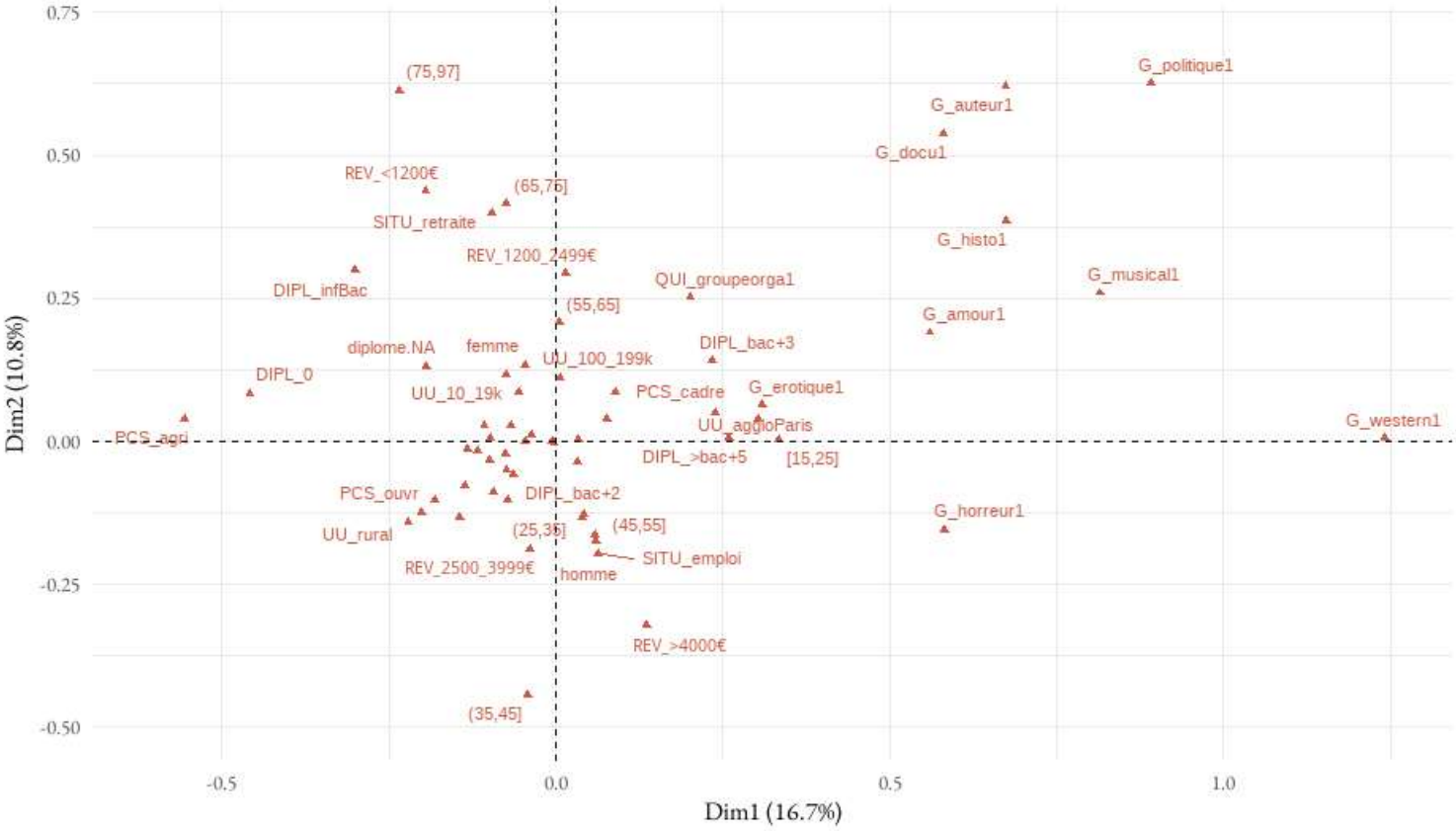
Note : On cherche à identifier les variables dont le rapport est inférieur à 0,25 afin de les écarter de la construction de l'ACM.
Lecture : Le rapport entre les réponses « Oui » et « Non » à la question sur la fréquentation du cinéma en groupe organisé est de 0,01. Cela signifie que pour 1 « Oui », on dénombre 100 « Non ».
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Annexe 8. Inertie par axe en pourcentage

Axe	Inertie	Inertie cumulée
1	16,7	16,7
2	10.8	27.5
3	9.3	36.8
4	7.9	44.6
5	7.2	51.9
6	6.7	58.6
7	6.3	64.9
8	5.6	70.5
9	5.2	75.8
10	5.0	80.7
11	4.8	85.5
12	4.3	89.8
13	4.1	93.9
14	3.1	97.0
15	3.0	100.0

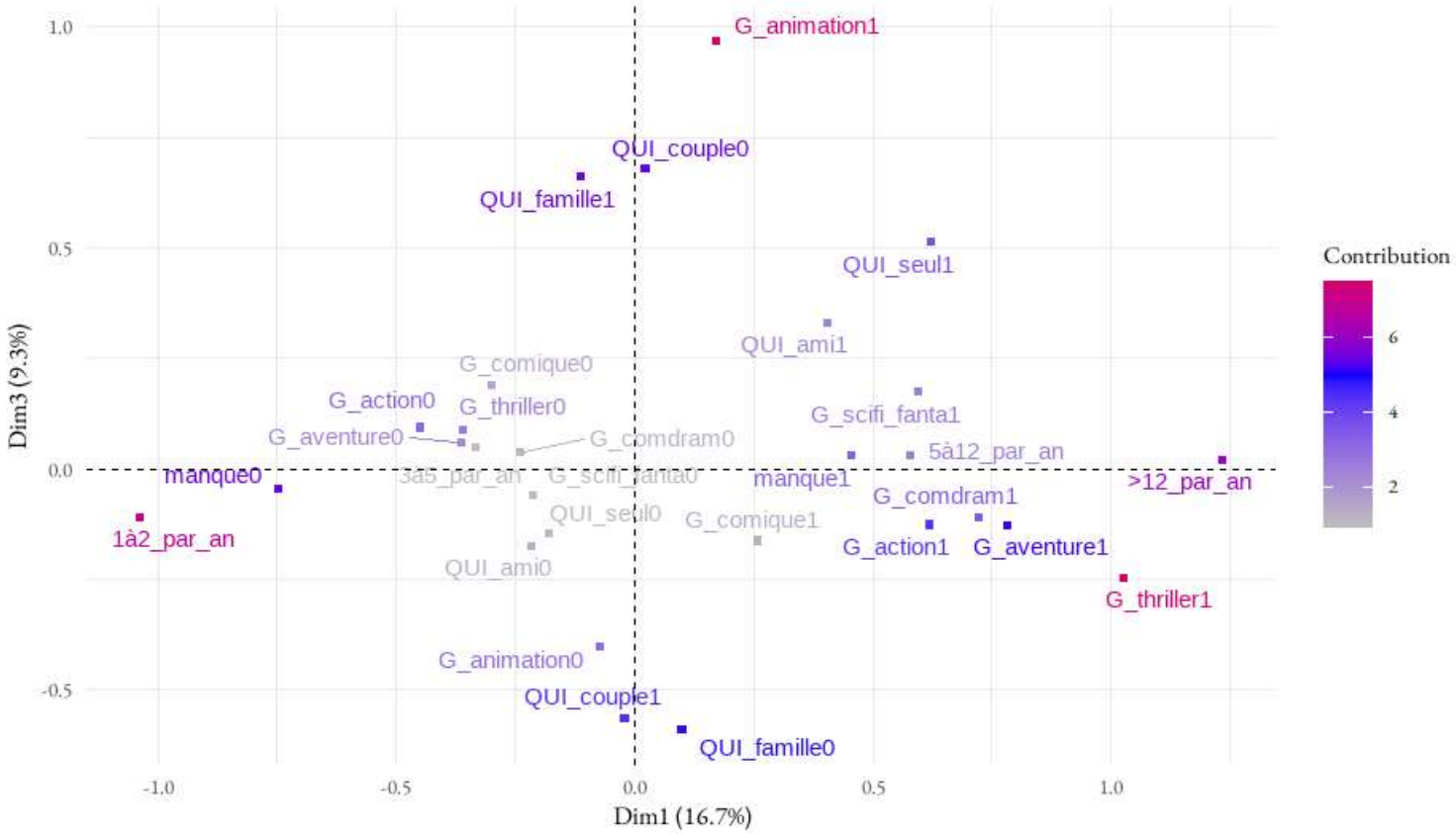
Lecture : le premier axe de l'ACM représente 16,7 % de l'inertie totale.
Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Annexe 9. Ensemble des variables supplémentaires sur le plan des pratiques au cinéma (ACM)



Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.

Annexe 10. Variables actives du plan des pratiques au cinéma sur les axes 1 et 3 (ACM)



Champ : Individus de 15 ou plus, vivant en logement ordinaire, France hexagonale, ayant été au cinéma au cours des 12 derniers mois.
Source : Enquête sur les pratiques culturelles en France, 2018, DEPS.